

DIX NOUVEAUX CAS CONFIRMÉS

La grippe porcine débarque dans les écoles

Dix nouveaux cas de grippe porcine ont été confirmés, dimanche soir, par l'Institut Pasteur d'Algérie. Pour la première fois, des enfants scolarisés figurent parmi les malades. Les établissements où sont scolarisés ces enfants vont-ils être fermés ?

Salima Akkouché – Alger (Le Soir) - En une seule soirée, dix cas de grippe porcine ont été confirmés par le laboratoire de référence OMS de l'Institut Pasteur d'Algérie. Il s'agit de quatre adultes et de six enfants. Pour la première fois, des enfants scolarisés figurent parmi les personnes atteintes.

Il s'agit de six membres d'une seule et même famille résidant à Béni-Saf dans la wilaya de Aïn-Témouchent, contaminés par un proche qui est rentré au pays le 20 octobre en provenance de France. Les autorités sanitaires envisageraient-elles la fermeture de l'école où sont scolarisés ces enfants ?

Le ministre de l'Education nationale, qui s'est exprimé sur la pandémie, a déclaré qu'en plus d'un plan de sensibilisation, il est prévu en cas de pandémie de fermer les écoles. Pour le moment, rien n'a été encore décidé.

«La fermeture des écoles pour freiner la propagation du virus A/H1N1 est surtout efficace au tout début de l'épidémie, avant même que 1 % de la population soit atteinte», a recommandé l'OMS.

Un communiqué rendu public par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalières

a souligné que «pour l'ensemble de ces cas, toutes les mesures médico-sanitaires prévues dans le plan national de lutte contre la pandémie de grippe A/H1N1 ont été entamées, y compris pour les quatre enfants scolarisés», sans donner plus de détails.

Selon une source médicale, une cellule de crise devrait déjà être en place et tous les élèves qui ont été en contact avec les personnes contaminées devraient être mis en quarantaine pour éviter toute propagation. Y a-t-il un plan dans ce sens ? Rien n'est encore annoncé.

Par ailleurs, toujours parmi les dix cas confirmés, figurent deux hommes âgés de 40 ans et de 45 ans rési-

dant à Alger qui sont rentrés au pays le 23 octobre en provenance de Londres, et une femme âgée de 63 ans qui revenait de France, et une autre femme à Oran qui, elle, est rentrée au

pays le 23 octobre en provenance de France. Ce qui porte le nombre total de personnes infectées par le virus A/H1N1 à 63. «Actuellement, toutes les personnes atteintes sont

prises en charge par les hôpitaux de référence de leurs villes et répondent favorablement au traitement médical», a précisé le communiqué. En Algérie, la grippe porcine se carac-

térise jusqu'à présent par son caractère bénin. Mais faudra-t-il attendre le premier cas mortel pour entamer la campagne de vaccination ?

S. A.

À quand le vaccin ?

Le vaccin, c'est désormais la seule et unique solution pour stopper la propagation de la grippe porcine dans le monde, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Cependant, notre pays n'a toujours pas réceptionné le lot de 20 millions de doses sur les 65 millions déjà commandées. «Théoriquement, l'Algérie recevra le vaccin contre le virus A/H1N1 à la fin du mois d'octobre et notre commande a été faite à trois laboratoires pharmaceutiques différents.» C'est ce qu'a confirmé le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dernièrement en marge de la séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN). Selon Barkat, notre pays figure parmi les premiers à s'être inscrit sur la liste des acheteurs du vaccin contre cette grippe et est classé 21^e sur 150 inscrits. Concernant le vaccin contre la grippe saisonnière, 1,3

million de doses ont été commandées. L'Institut Pasteur n'a reçu que 40 000 doses, le lot réceptionné est destiné aux hadjis alors que la campagne de vaccination devait débuter au plus tard, le 15 octobre.

Selon une source, une fois le vaccin débarqué chez nous, il faut une période de 15 jours pour le contrôler, ce qui veut dire que la vaccination ne commencera qu'à la mi-novembre.

«Si la vaccination est lancée début octobre, ça sera grave car cela veut dire que les vaccins n'ont subi aucun contrôle», a indiqué notre source. L'année passée, 1,2 million de doses ont été réceptionnées au mois de septembre et la campagne de vaccination avait débuté le 14 octobre, et en 2007, c'était au début du même mois. Par ailleurs, l'OMS préconise la double vaccination contre la grippe saisonnière et

la grippe A. Un intervalle de 21 jours est recommandé entre les deux vaccins. Si le vaccin contre la grippe saisonnière n'est toujours pas entamé, dans ce cas, il faudra attendre au moins début décembre pour vacciner les personnes à risque contre la grippe A.

Or, selon des indiscretions, le gouvernement n'arrive même pas à comptabiliser la population à risque. A défaut d'un plan de vaccination, le ministère rappelle que le respect de certaines règles d'hygiène permet de réduire les risques de transmission du virus de la grippe, comme le lavage régulier et fréquent des mains, au savon liquide de préférence, plusieurs fois par jour, notamment en rentrant à la maison et avant chaque repas, et l'utilisation de mouchoirs jetables pour se moucher, éternuer ou tousser.

S. A.

L'UNPEF ET LE CNAPEST RENOUEMENT AVEC LA CONTESTATION

Vers une grève d'une semaine dans l'éducation à partir du 8 novembre

Deux syndicats du secteur de l'éducation, l'UNPEF et le Cnapest, comptent renouer avec la protestation. Ils ont en effet annoncé hier une grève de sept jours à compter du 8 novembre prochain.

F-Zohra. B. - Alger (Le Soir) - Le secteur de l'éducation continue d'être secoué par les grèves cycliques, et deux syndicats annoncent un débrayage pour le mois de novembre prochain. L'Union nationale des travailleurs de l'éducation et de la formation (UNPEF) est aussi décidée à reconduire le mouvement de protestation d'une semaine si les revendications du syndicat ne

sont pas prises en considération par la tutelle.

La plate-forme de revendications du syndicat concerne les dossiers relatifs aux primes et indemnités. Les membres de l'UNPEF réclament l'annulation de l'instruction du gouvernement et l'annonce officielle de l'application du régime indemnitaire avec effet rétroactif et ce, à compter du 1^{er} janvier

2008. Les revendications de l'UNPEF concernent aussi le dossier des œuvres sociales dont la gestion, selon eux, ne doit pas être monopolisée par un seul syndicat, et celui de la médecine du travail. Les membres du Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) abondent dans le même sens et présentent les mêmes revendications à la tutelle.

Le Cnapest indique dans un communiqué que les syndicats vont vers la

grève en raison du mutisme de la tutelle et de son refus de répondre aux revendications des enseignants. Ils ont exprimé leur colère devant la circulaire du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui interdit l'application du régime indemnitaire avec effet rétroactif à partir de janvier 2008.

Les syndicalistes refusent de ce fait que l'application du régime indemnitaire prenne effet après sa publication au Journal officiel.

F-Z. B.

LA DÉCISION PRENDRA EFFET LE 2 NOVEMBRE

Les pièces de rechange contrefaites interdites

Plus aucune pièce de rechange pour les véhicules ne sera acceptée sur le marché algérien si elle n'est pas certifiée par la maison mère. La mesure entre en vigueur le 2 novembre prochain. Le ministre du Commerce est formel : «La décision est ferme et sans appel.»

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le ministère du Commerce a élaboré une feuille de route pour assainir le marché et faire la guerre aux importateurs de pièces de rechange contrefaites.

Les produits venus d'Asie par exemple seront systématiquement bloqués au niveau des ports. Désormais, pour avoir le quitus, l'importateur devra présenter un certificat prou-

vant que l'usine dans laquelle ont été fabriquées les pièces de rechange est homologuée par la maison mère.

Djâaboub, qui a réuni hier les cadres de son secteur, les a instruits pour faire la guerre aux pièces de rechange contrefaites. «Aucune pièce de rechange n'émanant pas des maisons mères ne sera désormais admise. Si elle ne provient

pas des pays d'origine, l'importateur devra désormais apporter la preuve que l'usine d'où il importe répond aux normes du constructeur d'origine», a-t-il déclaré, ajoutant qu'aucune voie de recours n'était possible.

La décision, argumente Djâaboub, est motivée par les dégâts occasionnés par la pièce de rechange contrefaite. Le marché algérien est, en effet, inondé de mar-

chandises ne répondant à aucune norme et mettant en danger la vie de ses utilisateurs.

Les services des douanes ont procédé, durant l'année en cours, à la saisie de 1 817 pièces de rechange automobiles et ce, uniquement au niveau du port d'Alger.

En 2008, le bilan des services des douanes fait ressortir que 1 300 pièces de

rechange automobiles ont été bloquées pour défaut d'étiquetage, d'anonymat ou carrément d'absence de marque et ce, sur les 44 000 pièces importées, en 2008.

Selon les spécialistes, près de 60 % de la pièce de rechange commercialisée en Algérie seraient contrefaites. Elles seraient à l'origine de pas moins de 20 % des accidents de la route.

N. I.

OBLIGATION DE DÉPOSER LES COMPTES SOCIAUX AUPRÈS DU CNRC

Les contrevenants ne pourront ni soumissionner ni importer

C'est un avertissement qu'a lancé, hier, le ministre du Commerce aux 63 000 entreprises qui refusent toujours de déposer leurs comptes sociaux auprès du Centre national du registre de commerce (CNRC). Les dispositions de la loi de finances complémentaire de 2009 sont en effet très explicites : les contrevenants risquent de se voir refuser toute soumission pour les marchés nationaux, ils seront également interdits de commerce extérieur. Des mesures que compte mettre en application le département de Djâaboub qui estime que les raisons de ce refus sont dues au fait qu'un tiers des entreprises sont des sociétés écrans. Le dépôt des comptes sociaux, obligation légale permet, selon le ministre, d'avoir une visibilité par filière, une transparence qui n'est visiblement pas du goût de l'ensemble des opérateurs.

N. I.

FLAMBÉE DES PRIX

Djâaboub s'en lave les mains

Visiblement excédé par les reproches qui sont adressés à son département ministériel au sujet de la hausse des prix, le ministre du Commerce a tenu à faire, hier, une mise au point.

Il a tenu à rappeler ce qu'il appelle des principes élémentaires, à savoir que les prix sont libres à l'exception de quelques produits toujours subventionnés par l'Etat.

Et le ministre d'ajouter que les agents du contrôle ne peuvent dicter les prix aux commerçants et que les solutions sont à trouver ailleurs en augmentant le SNMG, dit-il ou venant en aide directement aux couches les plus défavorisées.

Idem pour le marché informel qui n'est, dit-il, pas du ressort de son département mais de celui de la force publique qui doit intervenir pour mettre fin à l'occupation illégale des espaces.

UN DÉCRET FIXE DE NOUVEAUX CRITÈRES

Les marchés non-conformes seront fermés

Les directeurs du commerce au niveau des wilayas seront à l'avenir chargés d'homologuer les marchés, selon des critères déterminés par décret.

Les marchés non-conformes seront systématiquement fermés car, estime Djâaboub, il n'est pas acceptable que l'activité se fasse dans l'anarchie, le manque d'hygiène et l'insécurité.

Le ministre du Commerce répond au secrétaire d'État au commerce français

Le commentaire fait par le secrétaire d'Etat au commerce français sur les dispositions de la loi de finances complémentaire 2009 n'ont pas été du goût de Djâaboub.

Au ministre français qui estime que l'Algérie faisait «fausse route» en adoptant des mesures qui pénalisaient les entreprises françaises, il répond qu'il est «le digne héritier de ceux qui avaient estimé qu'en déclenchant la guerre de révolution, l'Algérie faisait fausse route».

N. I.